



PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Vesoul, le 28 octobre 2015

*Unité Territoriale Centre
Antenne de Vesoul
Subdivision Centre 1*

Nos réf. : UTC/PR/BS/VA 2015 - 1016B

Vos réf. :

Affaire suivie par : Benoît SCHIPMAN

benoit.schipman@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 84 77 70 69

E-mail : ut-centre.dreal-fr.comte@developpement-durable.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-=-=-

SAS COPIREL GROUPE COFEL

À

70000 VESOUL

-=-=-

**DEMANDE D'ENREGISTREMENT POUR LES ACTIVITÉS DE STOCKAGES
ASSOCIÉES À LA PRODUCTION DE MATELAS**

-=-=-

RAPPORT DE PRÉSENTATION AU CODERST

Conformément à l'article R.512-46-16, l'inspection des installations classées a été destinataire, par bordereau du 15 octobre 2015, de l'avis des conseils municipaux et des observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 4 juin 2015 par la société COPIREL à Vesoul, ayant pour objet le stockage des matières premières et produits finis associés à la production de matelas.

1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 – Le demandeur

Raison sociale	: <i>COPIREL GROUPE COFEL</i>
Siège social	: <i>27 rue du Colonel Pierre Avia - 75015 PARIS</i>
Adresse du site	: <i>20 rue Henri Poincaré - 70000 VESOUL</i>
Statut juridique	: <i>SAS</i>
N° de SIRET	: <i>443 681 903 0005 TVA FR 81 443 681 903</i>
Code APE	: <i>5210 B</i>
Nom et qualité du demandeur	: <i>M. DESBIEZ PIAT, Directeur.</i>
Interlocuteur pour le dossier	: <i>M. Marc LAMBOLEY de COPIREL.</i>

1.2 – L'historique du site

Le site a été autorisé à l'origine sous le régime de la déclaration par délivrance d'un premier récépissé le 25 septembre 1968.

Les évolutions de l'activité ont été déclarées sous ce même régime et réglementées par la délivrance de récépissés de déclaration successifs les 9 mai 1978, 9 juin 1989 et 11 février 2004.

2 – OBJET DE LA DEMANDE

2.1 – Le projet

La demande d'enregistrement consiste à prendre en compte les capacités maximales de stockage du site, qui fluctuent du fait de l'activité saisonnière mais aussi de l'augmentation des capacités de production du fait de la modernisation des équipements.

La demande intègre également un projet de bâtiment de stockage supplémentaire sous la rubrique 1510.

Les bâtiments désignés COMAFRANC et EIFC dans le dossier d'enregistrement sont désignés respectivement par les lettres C et E.

2.2 – Le site d'implantation du bâtiment

Le bâtiment en projet sera implanté au sein de l'emprise actuelle du site 20 rue Henri Poincaré à Vesoul sur la parcelle cadastrée 655 de la section F.

2.3 – Usage futur proposé

En cas d'arrêt définitif, le site sera destiné à un usage de type artisanal et industriel.

3 – INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

Les activités classées pour le stockage des matières premières et produits finis de l'établissement relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.511-2 du code de l'environnement, et les activités sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous. L'activité de production à elle seule n'est pas classable en

tant qu'installation classée.

Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet	Portée de la demande
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³ .	Le site dispose d'un volume d'entrepôt de 94 700 m ³ pour environ 1 004 tonnes de matières combustibles (pour en réel environ 17 000 m ³ de produits).	E	Enregistrement
2663-1b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire sont composés de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : b) supérieur ou égal à 2 000 m ³ , mais inférieur à 45 000 m ³ .	Bâtiment n° 2 : stockage matière première mousse PU à l'état expansé. Stockage de 2 695 m ³ de produits expansés. Equivalent à 105 tonnes.	E	Enregistrement

4 – CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes de Vesoul, Navenne, Quincey, Frotey-les-Vesoul ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Les communes de Vesoul et Quincey ont donné un avis favorable au projet.

Les autres communes n'ont pas émis d'avis dans les délais requis.

5 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 24 août au 24 septembre 2015 inclus. Elle a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture de Haute-Saône. Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

6 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

6.1 – Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité, ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société COPIREL ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2 – Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2.1 – Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales

L'exploitant a justifié que son projet respecte :

- pour la rubrique 1510 : l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- pour la rubrique 2663 : l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire sont composés de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il a mentionné les exceptions à certaines dispositions des articles pour lesquelles il a sollicité un aménagement tel que décrit au chapitre 6.3 ci-après.

6.2.2 – Compatibilité avec l'affectation des sols

Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables au tiers (PLU de Vesoul, servitudes liées à la présence de canalisations gaz et électricité, PPRI pour un bâtiment existant).

6.2.3 – Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet ne relève d'aucun plan ou programme particulier.

6.2.4 – Modifications sur les installations existantes

Les installations existantes seront modifiées pour réduire le risque de propagation d'un incendie, par la réalisation d'un mur coupe-feu accolé au bâtiment de production et situé entre celui-ci et les bâtiments de stockages.

6.2.5 – Analyse des avis et observations émis lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable.

6.3 – Aménagements sollicités par l'exploitant et avis de l'inspection

L'exploitant sollicite l'aménagement de certaines prescriptions des arrêtés ministériels nommés au chapitre 6.2.1, reprises ci-dessous.

Les mesures compensatoires proposées par l'exploitant consistent en :

- la construction d'un mur coupe-feu entre le bâtiment de stockage n° 6 et le bâtiment de production,
- la densification du réseau incendie armé,
- une détection incendie associée à une centrale d'alarme, excepté pour les deux bâtiments isolés E et C,

- la réalisation d'un plan Etare avec les services de secours,
- une gestion des stocks en îlots séparés par des allées de circulation.

L'exploitant mentionne également que la propagation d'un départ incendie devrait être limitée de par la proximité des services de secours, de la société de gardiennage et la présence sur site d'une équipe de 1ère intervention.

6.3.1 - L'article 2.1 - Implantation

« Distance minimale de 20 mètres des limites de propriété pour les nouveaux bâtiments. »

Le nouveau bâtiment sera à une distance de 10 mètres des limites de propriété. Les murs voisins des bâtiments 6 et 1 seront coupe-feu deux heures.

Avis de l'inspection :

La prescription suivante sera reprise dans l'arrêté :

« Les bâtiments sont implantés conformément aux plans et autres documents joints à sa demande d'enregistrement. »

En effet, l'exploitant a justifié l'absence d'effet thermique en dehors des limites de propriété dans la configuration existante.

6.3.2 - L'article 2.2.8.1 - Cantonnement

« Les cellules de stockage doivent être divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres (rubrique 1510). »

Les bâtiments existants n° 7 et C ont une surface de cantonnement des fumées respectivement de 1 771 m² et 1 875 m².

6.3.3 - L'article 2.2.8.2 - Désenfumage

Les bâtiments existants ne sont pas équipés de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs à commande automatique et manuelle. Seul le bâtiment de production est équipé d'exutoire manuel (skydom) sans report de commande à proximité des accès.

Avis de l'inspection :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection et au SDIS dans les 6 mois après notification de l'arrêté, son plan de défense incendie avec la mise en place du surpresseur et du réseau RIA renforcé sur l'ensemble des bâtiments, sauf les bâtiments E et C, afin de justifier de l'absence de système de désenfumage.

6.3.4 - L'article 2.2.9 - Systèmes de détection

Les bâtiments isolés E et C ne sont pas équipés de système de détection incendie.

Avis de l'inspection :

L'étude des dangers justifie l'absence de système de détection dans ces bâtiments (absence de point chaud ...). De plus cette prescription n'est pas applicable pour les installations existantes (annexe II de l'arrêté ministériel).

6.3.5 - L'article 2.2.13 - Moyens de lutte contre l'incendie

Les bâtiments isolés E et C ne sont pas équipés de réseau d'incendie armé.

Avis de l'inspection :

Les bâtiments E et C seront équipés uniquement d'extincteurs adaptés aux risques afin de lutter contre un départ de feu.

6.3.6 - L'article 2.2.15 - Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte (article 2.2.12 pour la rubrique 1510)

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. »

Le site ne dispose pas d'aménagement afin de confiner le volume des eaux d'extinction d'un incendie estimé à 1 330 m³.

Avis de l'inspection :

La configuration du site et son environnement ne permettent pas de confiner les eaux d'extinction. Il a donc été convenu que l'exploitant inclue dans son plan de défense incendie des mesures de protection de la Colombine.

6.3.7 - L'article 3.4 - Eaux pluviales

« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. »

Le site ne dispose pas d'un séparateur d'hydrocarbures.

Avis de l'inspection :

Compte tenu de la configuration du site et des activités associées, il est demandé à l'exploitant de prépositionner des moyens opérationnels, afin d'intervenir rapidement en cas de déversement accidentel sur son site, et de limiter la circulation des véhicules.

6.4 – Propositions de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

L'aménagement des prescriptions sollicité par l'exploitant est recevable sous réserve de la prise en compte de l'avis de l'inspection mentionné dans le chapitre précédent.

L'exploitant n'a pas demandé d'aménagement sur les prescriptions concernant l'organisation des stockages. Le dossier mentionne les éléments suivants :

- l'espace de 1 à 2 m entre le haut de la dernière palette et les lampes, les parois et les éléments de structure est respecté,
- les îlots respectent les surfaces et la hauteur maximale de 5,25 m,
- bâtiment 2 : stockage 2663 en masse avec 5 îlots de 500 m³ environ et hauteur 6 m maxi.

6.4.1 - Réglementations

Pour la rubrique 2663, l'arrêté ministériel impose que le stockage soit divisé en îlots avec un volume maximal de 600 mètres cubes. Il impose des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. De même, un tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage, et les îlots correspondant à la rubrique 2663 doivent être séparés d'au moins 5 mètres des matières combustibles. Enfin, 1 mètre d'éloignement doit être

respecté vis-à-vis des parois et structures.

Pour la rubrique 1510, l'arrêté ministériel impose une distance minimale de 1 mètre entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. De même, les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les matières stockées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités en surface de 500 m² pour une hauteur de 8 m maxi et une distance de 2 mètres entre deux îlots. Les matières stockées en rayonnage ou en paletier respectent les deux dispositions suivantes :

- hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum,
- distance entre deux rayonnages ou deux paletiers : 2 mètres minimum.

6.4.2 - Prescriptions retenues

Pour l'ensemble des bâtiments de stockage, l'arrêté prévoit :

Bâtiment	Nombre et volume max. d'îlots	Hauteur libre sous structure	Allée de circulation
2 – rubrique 2663	3 îlots – 2200 m ³	1 m	2 allées de 3,50 m
3 – rubrique 1510	3 îlots – 2000 m ³	0,50 m	1 allée de 3 m
5 – rubrique 1510	2 îlots – 2500 m ³	1 m	1 allée de 4 m
6 – rubrique 1510	2 îlots – 2000 m ³	2 m	2 allées de 4 m
7 – rubrique 1510	7 îlots – 1300 m ³	0,50 m	5 allées de 3,50 m
C – rubrique 1510	2 îlots – 4200 m ³	0,75 m	1 allée de 4 m
E – rubrique 1510	7 îlots – 3400 m ³	0,50 à 1 m	5 allées de 4 m
Projet nouveau bâtiment - rubrique 1510	/	2 m	/

Le renforcement des prescriptions existantes est mis en œuvre sur les thématiques suivantes :

- Pour le site :
 - suivi des installations électriques,
 - condition de recharge des batteries.
- Pour le bâtiment production :
 - contrôle thermographique de l'ensemble des armoires électriques une fois par an avec intervention dans le mois.

Le projet d'arrêté intègre également un article sur les rubriques de classement, pour prendre en compte l'antériorité de l'activité d'application de colle sous le régime de l'autorisation. La rubrique correspondante a été créée le 9 juin 1994 (postérieure au récépissé du 9 juin 1989). L'encollage des matelas est réalisé à partir d'une colle hot melt thermofusible sans solvant, sans produits dangereux et sans phrases de risque.

7 – CONCLUSION

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables (cf paragraphe 6.3) et le renforcement des prescriptions (cf paragraphe 6.4).

Le projet d'arrêté a été transmis à l'exploitant pour avis le 16 octobre 2015. Les demandes de modifications reçues le 23 octobre 2015 ont été prises en compte.

Les aménagements sollicités par l'exploitant nécessitent de recueillir préalablement l'avis du CODERST, conformément à l'article R.512-46-17.

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R.512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint, à l'avis des membres du CODERST.

LE RÉDACTEUR	LE VÉRIFICATEUR ET L'APPROBATEUR
BENOÎT SCHIPMAN	ERIC FLEURENTIN
INSPECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT	CHEF DE L'UNITÉ TERRITORIALE CENTRE